

Lire la newsletter dans votre navigateur



MAKUTANO | IF WE DON'T, WHO WILL ?

MAKUTANO NEWSLETTER

LÀ OÙ L'AFRIQUE SE RENCONTRE



L'ACTUALITÉ ÉCO DE LA SEMAINE

FMI

Le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a achevé la première revue de l'Accord de facilité élargie de crédit (FEC). L'institution a ordonné **le décaissement de 212,3 millions de dollars** pour la RDC. Cet argent va renforcer les réserves internationales de la Banque centrale, il doit aussi répondre aux besoins de **la balance des paiements**. *“Cela compte tenu des risques à la baisse pour les perspectives et la reprise de l'économie nationale et mondiale”* a précisé le FMI. C'est un contexte favorable pour ce deuxième décaissement, la croissance économique pour 2021-2022 étant revue à la hausse : **5,4% et 6,2%**. Le premier décaissement de **216,9 millions de dollars** a eu lieu en juillet.

CONTRAT SUÉDOIS

L'Ambassade de Suède en RDC a conclu un accord de partenariat avec **l'Organisation internationale des migrations (OIM), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**, ainsi que **l'Unicef**. La signature du partenariat a eu lieu le 14 décembre. L'objectif de ce partenariat s'inscrit dans l'optique de combler le vide créé par le départ des troupes de **la Mission d'observation des Nations Unies au Congo (Monusco)** dans la province de Tanganyika. La Suède va financer ce projet à hauteur de **1,6 million USD sur une durée de 3 ans**. Les fonds permettront au PAM et à la FAO de poursuivre leurs activités dans les territoires de Kabalo et de Nyunzu. Les deux institutions pourront continuer **leurs interventions auprès de 6000 ménages**. Quant à l'OIM, l'essentiel des fonds sera axé sur **l'urgence**.

BAD

La Banque africaine de développement (BAD) a débloqué **un prêt estimé à 70,04 millions USD** au profit de la RDC. Cet argent va servir à la mise en œuvre de la **deuxième phase du Projet de renforcement des infrastructures socioéconomiques dans la région Centre (PRISE II)**. Ce projet va s'étendre **sur cinq ans**, il permettra la construction de 41 écoles, 40 centres de santé, 88 latrines ainsi que 22 mini-réseaux d'eau potable. 870 908 personnes dans 41 agglomérations rurales réparties dans 10 provinces vont bénéficier de ce projet. Ce **financement d'un montant total de 78,12 millions USD** est assuré par ce prêt de 70,04 millions USD mais aussi par **un financement gouvernemental de 8,08 millions USD**.

RAM

Les députés de la commission ECOFIN ont demandé **la suppression sans délai de la taxe RAM**. La commission a dénoncé **une absence de traçabilité** des recettes RAM. Elle a noté qu'elles sont réparties à raison de **67% pour l'ARPTC, 5% pour les opérateurs mobiles** et **30% pour un opérateur privé, CNC Énergie RDC**. Les recettes générées n'atterrissent pas dans les comptes du Trésor. Le Sénat réclame aussi désormais la suppression de cette taxe RAM. Cette recommandation a été faite le 14 décembre dernier, lors de **l'examen des lois de finance 2020-2021** et des lois portant reddition des comptes des exercices 2018 et 2019. Le Sénat a demandé **la restitution aux usagers des fonds perçus**. En plus de cela, **le Comité laïc de coordination (CLC)** projette d'organiser une marche demain contre le prélèvement de cette taxe.

PORT DE BANANA

Le début des travaux du port Banana dans la province du Kongo Central est **attendu depuis 2017**. Plus aucun obstacle ne devrait désormais empêcher ce chantier. Le Gouvernement congolais et **DP World**, une société d'Etat des Emirats Arabes Unis, ont signé l'avenant au contrat initial de **ce port en eau profonde** le 11 décembre. Plusieurs amendements avaient été apportés au contrat initial pour garantir **un contrat de type "gagnant-gagnant"**. Le chantier devrait donc commencer **début 2022**. Ce projet de port en eau profonde doit favoriser **l'accostage de grands navires et porte-conteneurs**. La première phase doit voir la construction **d'un quai de 600 m² et de 25 hectares d'espace de stockage**. Le coût total de ce projet est évalué à **1,3 milliard USD**. La concession faite par le Gouvernement court sur une période initiale de **30 ans**.

18 MILLIONS DE DOLLARS

Olivier Mwenze Mukaleng, ministre des Ressources hydrauliques et Électricité, a annoncé qu'un décaissement de **près de 18 millions USD** était attendu dans les prochains jours. Il doit répondre aux problèmes **d'accès à l'eau potable et l'électricité** dans la ville-province de Kinshasa. D'ici la fin du mois de décembre, une amélioration devrait déjà être visible dans certains quartiers.

CLIMAT DES AFFAIRES

Le Président Tshisekedi a fait son discours sur l'état de la Nation le 13 décembre dernier. Au cours de son allocution, il a notamment insisté sur **l'amélioration du climat des affaires**, dans le but d'attirer des investisseurs. Il a ainsi appelé le Parlement à **parachever le cadre légal relatif à l'organisation et au fonctionnement des tribunaux de commerce** et aux dispositions complémentaires aux droits de **l'OHADA**. Il a également annoncé devant le Parlement réuni en congrès **la mise en place d'un outil qui permettra aux institutions de suivre en**

congrès la mise en place d'un outil qui permettra aux institutions de suivre en temps réel la mise en œuvre des réformes et assignations relatives au climat des Affaires. Ce nouvel outil est une sorte de tableau numérique piloté par une cellule spéciale au sein du cabinet de la Présidence.

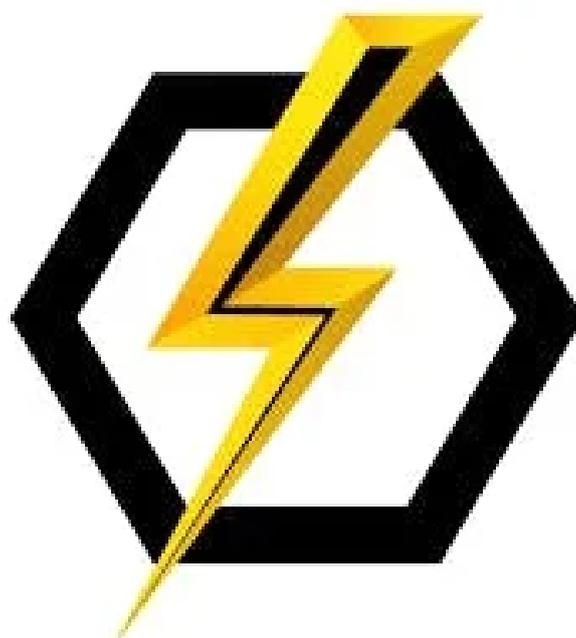
GLENCORE

Le groupe Glencore possède deux sociétés minières : Mutanda Mining SARL (MUMI) et Kamoto Copper Company (KCC) situées à proximité de Kolwezi dans la province de Lualaba. Grâce à ces sociétés, Glencore a engagé **331 millions USD en dépenses d'investissement** et **424 millions USD en paiements effectués au Gouvernement** (au nom des taxes, impôts et redevances). Depuis 2008, le groupe a investi **8 milliards USD dans le développement de ses activités minières**. Les capacités de production des mines de Mutanda sont estimées à **200 000 tonnes de cuivre** et **20 000 tonnes de cobalt par an**. Le groupe Glencore investit également à hauteur de **2 millions USD dans la communauté impactée par l'activité minière**. Enfin, il s'est engagé dans **l'effort pour la transition énergétique** grâce au projet **FRIPT** (Fiabilisation, Réhabilitation, Renforcement des Infrastructures de Production et de Transport).

DGRAD

Jean-Parfait Murhandikire est le nouveau **Directeur général de la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations (DGRAD)**. Il a pris ses fonctions le 14 décembre à l'issue d'une cérémonie. Sa première tâche sera de faire **un état des lieux** de cette régie financière avec l'équipe qui l'accompagne désormais. Il a ensuite promis de mettre l'accent sur **la numérisation de son service** afin d'accroître davantage les recettes publiques dans son secteur. Au 14 décembre 2021, les assignations de la DGRAD ont été fixées à **1866 milliards de CDF**, les réalisations sont elles évaluées à **2070 milliards CDF**, soit un taux d'exécution de **107,55%**.

L'ENTREPRISE DE LA SEMAINE



FLASH INTERNATIONAL, L'ENTREPRISE FINTECH QUI S'IMPOSE

Ces dernières années ont connu un bond dans la création de startups. Selon plusieurs études, 90% de ces startups échouent, à cause du manque de financement. C'est toujours un pari risqué pour les banques de miser sur ces toutes jeunes entreprises. En RDC, Flash International fait partie des sociétés qui aident ces startups à se développer. Flash International est une société financière œuvrant dans la FinTech. Elle est la pionnière en matière de distribution numérique de services de transfert d'argent au niveau régional grâce à son application lancée en décembre 2018. Ses développeurs ont réussi à intégrer dans une plateforme des technologies de pointe comme la blockchain, l'IA, l'apprentissage automatique ou encore les validations biométriques.

Flash International est installée dans trois pays : la RDC, le Congo-Brazzaville et la Côte d'Ivoire. Elle traite plus de 50 000 transactions par jour.

Parmi les startups que Flash International a financé on peut compter Schoolap qui offre des services numériques dans le secteur éducatif via des applications mobiles. Avec Schoolap et Konnect Africa, Flash International a par exemple permis de connecter des milliers d'écoles congolaises à l'internet au débit en avril 2020 ainsi qu'à des contenus éducatifs en ligne.

La société s'est aussi associée à des entreprises de mobile money. En RDC, le taux de bancarisation est assez bas. Plus de 45% de la population congolaise utilisent la téléphonie mobile, une opportunité d'augmenter l'inclusion financière. Flash International a signé un partenariat avec le groupe Orange. Le service Orange Money est disponible dans les agences du réseau FLASH/CFC, mais aussi sur l'application mobile FlashApp pour des transactions. Le réseau Flash est désormais le plus grand distributeur Orange Money en RDC. Parmi ses partenaires Flash compte aussi MTN-Money, le leader de la mobile money au Congo-Brazzaville.

Elle s'est aussi associée à FINCA RDC, une filiale de FINCA Impact Finance, basée aux Etats-Unis. Les clients d'une société auront accès aux services de l'autre. FINCA RDC compte 450 000 clients, ses offres comprennent des produits d'épargne et de crédit, l'envoi de paiements comme les frais de scolarité ou les taxes. En juillet dernier, Flash International s'est lié à la Société congolaise des postes et télécommunications. La SCPT pourra ainsi proposer des services universels de transfert d'argent et 35 services dont l'ouverture de comptes postaux et les retraits d'argent mobile.

Le 30 novembre dernier, Inclusive FinTech 50 a récompensé [Flash International](#).

INTERNATIONAL

💰 Mercredi, l'Association internationale de développement (IDA) s'est vue dotée d'un financement record de 93 millions de \$ par la Banque mondiale. Cet argent doit aider les pays à faible revenu à faire face à la crise du Covid-19 et à stimuler la croissance économique. C'est la plus grande "reconstitution de ressources" jamais accordée à l'IDA. L'institution accorde des prêts à faibles taux d'intérêt (ou sans intérêt) à 74 pays, en grande majorité africains. Le financement est accordé pour une période allant jusqu'en juillet 2022.

📈 Les chiffres des investissements dans les startups africaines ont quadruplé en 2021. Les jeunes pousses du continent attirent de plus en plus d'investisseurs venus des Etats Unis, du Japon, ou encore d'Europe. L'Union européenne investit d'ailleurs

des Etats-Unis, du Japon, du Canada et l'Europe. L'Union Européenne investit à grands frais massivement dans les programmes d'innovation, en coopération avec l'Union africaine. Par exemple le programme Horizon Europe 2021-2022 vise à financer une quarantaine de projets communs innovants. Il est doté d'une enveloppe financière de 350 milliards d'euros. Cette année a vu apparaître quatre licornes. En 2020, les startups africaines avaient récolté 1,4 milliard USD (données Partech), cette année, elles ont amassé pas moins de 4 milliards USD.

📱 Le 14 novembre, Huawei a annoncé un investissement de 60 milliards de \$ d'ici 2023 dans les infrastructures liées au Metavers : 5G, IA, cloud, logiciels et systèmes d'exploitation. Cette somme sera répartie sur trois ans, par tranche de 20 milliards. Ces dernières années le géant chinois a dépensé 100 milliards de \$ en recherche et développement. Huawei assure que malgré sa volonté de développer le Metavers, il ne sera pas en concurrence avec les GAFAM qui travaillent déjà dessus.

🇷🇺 Grande nouvelle pour la culture congolaise, l'UNESCO a annoncé mardi dernier l'admission de la rumba congolaise à la liste du patrimoine culturel immatériel. Les deux Congo avaient déposé le dossier. Amené aux Amériques par la traite négrière, cette danse traditionnelle a donné naissance au jazz et à la rumba. Cette inscription au patrimoine mondial est peut-être l'occasion pour la rumba congolaise de s'offrir une nouvelle notoriété, y compris auprès des Congolais.

ALORS, ON FAIT QUOI ?

24 et 25 février 2022



De 9h à 16h : Séminaire "Comment analyser la performance d'une banque en Afrique subsaharienne ?". Il doit permettre aux participants d'aborder de manière concrète les méthodologies et outils de mesure de la rentabilité et les risques des activités bancaires, de réaliser des reportings à haute valeur ajoutée.

Formation à partir de cas de banques africaines.

LE DÉBAT WHATSAPP

"Absolument à monétiser! Un des rares domaines où nous sommes les rois incontestés et incontestables dans le monde!! Où sont les fêtes de la musique et les touristes prêts à dépenser pour ce plaisir? Où sont les radios dédiées? La distribution digitale à l'échelle internationale avec l'ancien et le nouveau? Le musée de la musique? Les mégas tournées internationales featuring plusieurs artistes (la rumba plaît à Cuba, en Colombie, dans le reste de l'Afrique bref partout où on a des oreilles) l'influence culturelle is soft power! Les américains ont bien compris cela avec Hollywood a ne pas négliger!" **Marlène Ngoyi**, sur l'inscription de la rumba congolaise au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO.

"Question controversée je sais mais la réalité c'est que je ne connais aucun "État défaillant" qui a pu se développer à ses débuts en se reposant sur la démocratie... regardez le temps et les ressources consacrées à la politique politicienne plutôt qu'au développement, aux réformes. Comment exécuter une vision à long-terme quand on doit

Comment créer une vision à long terme quand on doit préserver sa chaise sur des cycles courts non-réalistes considérant les challenges qui sont les nôtres. Quand on peut acheter un vote pour 1-2 usd d'une population vastement illettrée et paupérisée est-ce vraiment une démocratie? Quand chaque décision, chaque nomination est un compromis tiède au nom de la démocratie comment avancer? Comment convaincre un investisseur de venir pour un projet à long-terme quand la continuité de l'Etat est un concept nouveau et très souvent rejeté et que les interlocuteurs d'aujourd'hui ne seront pas ceux de demain..."

Marlène Ngoyi *sur la remise en question de la démocratie.*

"Très bonne réflexion. Osons poser le problème différemment et aller plus loin. Devons-nous nous aligner sur les démocraties occidentales alors que nos réalités sont différentes et que la conception du pouvoir est conçue également différemment par nos populations ?? Devons-nous maintenir un système de vote quinquennal ?" **Dieudonné Tshibuabua**, *en réponse à Mme Ngoyi.*

"Je ne pense pas que la démocratie en tant que mode de conduite de l'état soit une mauvaise chose en soi. Mais sa mauvaise application dans nos sociétés africaines "illettrées " pose problèmes parce que nous en maîtrisons pas les ressorts profonds. Nos "dirigeants " en font une parodie et nos "partenaires occidentaux" en font un leurre à géométrie variables. Nous devons donc nuancer car les dictatures aussi sont majoritairement perçus comme étant un frein au développement économique : cas de certains pays d'Amérique latine . Mais la question vaut d'être posée pour comprendre ce que Chirac a dit bien avant tout le monde (France-Afrique oblige) "l'Afrique n'est pas prête pour la démocratie"." **Fely Samuna**, *en réponse à Mme Ngoyi.*



Retrouvez la Newsletter de MAKUTANO sur WhatsApp





RESTONS EN CONTACT

27, Avenue Comité Urbain
Kinshasa/Gombe
(+243) 82 57 26 552
contact@makutano.cd

Makutano.cd

Merci pour la lecture, partagez la newsletter MAKUTANO avec vos amis

[Se déabonner](#)

